



E/ECA/ICCP/90/5

NATIONS UNIES
Commission économique pour l'Afrique

**LA PARTICIPATION POPULAIRE ET LE DEF
DE L'AUTOSUFFISANCE EN AFRIQUE**

par

P. Anyang' Nyong'o
Académie africaine des sciences
Nairobi (Kenya)



**PARTICIPATION POPULAIRE DANS LE PROCESSUS
DE REDRESSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

12-16 février 1990
Arusha (République-Unie de Tanzanie)

Résumé

Ce document avance l'argument selon lequel la participation populaire dans un groupe organisé de personnes qui cherche à mettre en place une société auto suffisante et démocratique devrait se conceptualiser dans le cadre de l'histoire de l'Afrique et de l'économie politique contemporaine. Alors que la participation populaire se caractérisait par la création d'associations nationalistes pour parvenir à l'indépendance politique, l'histoire post coloniale des pays africains a vu une démobilisation rapide et systématique de la population de l'arène politique. Ce phénomène a été justifié de deux manières. Une première forme de justification pose que la participation est le contraire de l'accumulation. D'où il faut des régimes autoritaires pour parvenir à la modernisation. La deuxième forme de justification défend la thèse selon laquelle la participation menace la stabilité politique qui est une condition nécessaire au développement.

Les faits toutefois démontrent que même s'il y a pléthore de régimes autoritaires en Afrique, le bilan du développement n'est pas très encourageant. D'où la démocratisation est posée comme une condition nécessaire au développement. Toutefois, le document critique également la manière dont on présente la participation populaire en Afrique de nos jours. Les modèles de développement à la base sont examinés ainsi que leurs limitations légales et formelles, qui sont critiquées.

Enfin, un exemple d'Etat populaire national et démocratique est donné dans ce document.

Introduction

Ne commençons pas par nous faire des illusions sur nous-mêmes! Jusqu'à présent, les principaux changements dans le monde, même les révolutions ont été apportés par des individus qui luttèrent pour participer et non se laisser dépasser; participer au processus de se diriger eux-mêmes et de contrôler leurs moyens de subsistance et ne pas abandonner ce qu'ils ont déjà acquis pour ne pas subir une vie plus dégradante. Considérons ce qui suit :

- Chaque minute qui passe, les nations de ce monde dépensent 1,8 million de dollars E.U. en armements militaires sans nul doute pour la défense des intérêts nationaux définis par quelques membres des classes dirigeantes et aux dépens des moyens de subsistance de millions d'autres individus qui prescriraient une meilleure utilisation de telles ressources s'ils en avaient le pouvoir;
- Chaque heure qui passe, 1 500 enfants meurent de causes liées à la faim et bien souvent, ces famines sont dues à des guerres et aux conflits sociaux relatifs aux problèmes de qui doit gouverner qui;
- Chaque jour, une espèce disparaît sans doute comme conséquence d'actes tels que le braconnage, la dégradation de l'environnement due à la surexploitation;
- Chaque semaine, au cours des années 80, à l'exception de la période de la deuxième guerre mondiale, plus de personnes ont été arrêtées, torturées, sont devenues des réfugiés ou ont subi d'une manière ou d'une autre la violence de gouvernements répressifs qu'à aucune autre époque de notre histoire;
- Chaque mois, le système économique mondial ajoute plus de 7,5 milliards de dollars au lourd fardeau de la dette qui dépasse 1 500 milliards de dollars E.U. et qui repose sur les épaules des populations du tiers monde qui en dépit des demandes pour un nouvel ordre économique international depuis 1974, ont été systématiquement marginalisées du commerce mondial;
- Chaque année, une zone de forêts tropicales peut-être aussi vaste que le Kenya, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie réunis est détruite et perdue à cause d'intérêts économiques indifférents aux besoins humains futurs et insensibles aux demandes des populations pour la protection de l'environnement;

- Chaque décennie, le niveau de la mer augmentera d'environ un mètre et demi du fait des tendances globales au réchauffement annonçant des conséquences désastreuses pour notre planète et particulièrement pour les zones côtières, et pourtant, les intérêts industriels responsables de cette situation ne vont pas nécessairement dédommager le reste de l'humanité pour les dégâts causés à l'avenir de notre planète.

Presque partout dans le monde, les mouvements populaires ont exercé des pressions sur les gouvernements établis afin qu'ils fassent quelque chose pour résoudre les problèmes susmentionnés. Et dans beaucoup de cas, ces mouvements ont directement défié les pouvoirs établis dans leur désir de parvenir au pouvoir et d'apporter des changements. Ainsi les écologistes sont devenus une force potentielle en Europe en tant que mouvement de personnes cherchant à résoudre les questions d'environnement mais également qui désirent entrer dans l'arène politique eux-mêmes et "améliorer le monde". Dans la Corne de l'Afrique, les mouvements de libération veulent mettre fin aux bouleversements sociaux en mettant en place de nouveaux gouvernements qui élimineront les conditions d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. En Afrique du Sud, l'Etat de l'apartheid, responsable de tortures, d'assassinats, et de la détention de milliers d'africains, est en train d'être défié à partir de la base: seul un nouveau régime basé sur le gouvernement par la majorité et démocratiquement élu est perçu comme une alternative viable et acceptable à l'apartheid, et pour l'avenir de l'Afrique du Sud.

Ailleurs en Afrique, l'idée que les populations ont été laissées de côté dans le processus de gouvernement me semble tout à fait évidente. Les gouvernements sont perçus comme étant trop grands, réalisant peu de choses, et compliquant les problèmes existants déjà. Là où l'Etat s'occupe des activités économiques et où il n'est pas efficace, la privatisation a été préconisée. Là où l'Etat a mal utilisé les ressources du développement, le développement à la base est entrain de devenir la religion des bailleurs de fonds, des pourvoyeurs d'aide, des organisations non gouvernementales, des organismes des Nations Unies et de la Banque mondiale. Par développement à la base, nous comprenons l'idée que les ressources de développement devraient être affectées par le biais des organisations à la base ou au niveau local "contournant ainsi l'Etat". L'Etat est ici perçu simplement comme un agent fournissant et assurant un environnement favorable alors que d'autres organisations qui se définissent ou se font appeler non gouvernementales gèrent les finances et les ressources qui peuvent transformer la société dans l'intérêt de la majorité de la population. On suppose que le fait d'être non gouvernementales et non étatiques permet à ces organisations d'être de par leur nature même orientées vers le peuple, favorisant sa participation. Elles seront par conséquent capables d'assurer une utilisation effective des ressources pour le peuple et ainsi favoriser un processus d'accumulation qui pourrait aboutir à un développement auto suffisant.

Questions clés

Dans quelle mesure est-il vrai que les gouvernements simplement en tant que gouvernements ont été insensibles aux besoins des populations en Afrique et ainsi ont de plus en plus étouffé le processus d'accumulation de développement - en Afrique ? Est-ce-que la participation populaire dans le processus de développement peut améliorer cet état de choses ? Si tel est le cas, quelle forme devrait revêtir cette participation et quel en devrait être le contenu ? Est-ce qu'il s'agit d'un problème de "manque de participation" ou est-ce-que c'est la manière dont l'Etat organise cette participation qui ne va pas ?

L'histoire de la démobilisation politique en Afrique

Le processus de l'indépendance politique a été précédé par la mobilisation en masse des populations dans le cadre des partis politiques, nationalistes, généralement comme de grandes associations de forces sociales des masses populaires. Mais les partis politiques organisés de façon monolithique, ont perdu rapidement leurs bases populaires après les indépendances lorsqu'ils sont devenus des "partis d'Etat". Cette transformation en parti

d'Etat a tout d'abord semblé une rationalisation du système de parti politique unique en Afrique. Il avait l'argument selon lequel le multipartisme était étranger à l'Afrique. Ces systèmes étaient également inutilement chers. En Afrique traditionnelle, les questions politiques étaient décidées par consensus : les anciens s'asseyaient autour d'un arbre et discutaient jusqu'au moment où ils parvenaient à un accord. Ainsi, à condition que le système de parti unique permette des discussions totales, l'expression de diverses opinions avant de parvenir à un accord par consensus, il aurait pu satisfaire tous les défenseurs des gouvernements démocratiques. Alors que ce phénomène pouvait être vrai en théorie, en pratique, le système de parti unique se concentrait sur la participation au niveau des dirigeants et de prises de décisions et subordonnait ainsi les politiques populaires au contrôle de l'Etat. C'est ce que certains spécialistes ont appelé le processus de "rétrécissement de l'arène politique" en Afrique. Dans certains cas, l'arène politique s'est tellement rétrécie que seulement la voix d'un seul homme peut-être entendue dans le domaine politique : celle du guide suprême.

Le parti étatique a également émergé comme conséquence d'arguments économiques associés aux écrits de théoriciens de la modernisation. On y avançait les arguments selon lesquels, dans les pays nouvellement indépendants, le renforcement de la Nation était antithèse de la participation des masses à la politique. Comme les ressources étaient rares et que l'Etat avait à faire une utilisation maximale de ces ressources rares à des fins d'accumulation (ou de développement), une trop grande demande de la part des masses populaires aboutirait au gaspillage des ressources sur la consommation plutôt que sur l'accumulation. D'autre part si les groupes politiquement actifs exercent des pressions sur l'Etat pour satisfaire leurs demandes sans que ce dernier ait les ressources nécessaires, le système politique subira quelques difficultés et on pourrait avoir en conséquence une certaine instabilité politique. Ainsi, la démobilisation politique – ou le retrécissement de l'arène politique – a été justifiée comme une précondition au développement ou à la modernisation et les régimes autoritaires se justifient ainsi comme garants de la stabilité du développement.

De tels arguments laissent supposer que les Etats indépendants d'Afrique pourraient avoir des projets viables d'accumulation et qu'ils devraient utiliser l'espace politique créé par la non participation des masses dans la politique pour établir des modèles efficaces d'accumulation qui aboutiraient à une modernisation rapide des économies africaines. Les balances de paiements des économies africaines après 25 années de parti étatique en Afrique, sont plutôt décevantes : des régimes autoritaires inefficaces sont arrivés et ont été remplacés par des dictatures militaires qui n'ont pas offert d'alternatives plus attrayantes et, dans les cas où la politique populaire se réaffirme dans la société civile (bourgeoise), plusieurs années d'étouffement étatique de la vie civile ont anéanti les perspectives d'un développement auto suffisant et donc il faudra redémarrer à nouveau. Vingt-cinq années d'indépendance n'ont donné ni la participation ni l'accumulation dans plusieurs pays. Et pourtant, là où il y a eu quelques accumulations et conditions pour un plus grand développement de la société, il faut nécessairement que les cadres politique et économique actuels soient changés de manière radicale en vue de la création d'Etats nationaux populaires et démocratiques. Pourquoi disons-nous cela ? Il est très facile de cataloguer les malheurs de l'Afrique – et vraiment les malheurs du monde entier – comme nous l'avons fait au début de cet essai – sans réaliser que la perspective sombre en elle-même, ne pousserait pas ceux qui sont au pouvoir à agir différemment. On se demande bien souvent pourquoi les gouvernements ne peuvent pas agir pour changer la situation plutôt difficile des populations africaines. Encore une fois, les gouvernements en tant que gouvernements ne peuvent pas faire grand chose. Nous devons comprendre quelles forces sociales font marcher les gouvernements et les contextes (locaux et internationaux) dans lesquels ils opèrent pour être en mesure de cerner ce qu'ils sont capables de faire.

Modèles d'économie politique africains

Au moment des indépendances, la plupart des économies africaines répondaient aux critères des quatre catégories suivantes : économie de plantation comme en Côte d'Ivoire;

économie mercantile comme au Nigéria; économie de rente (minière et d'extraction) comme en Zambie et au Gabon et économie agricole/pastoraliste comme au Malawi et en Ouganda. Dans tous les cas, les économies politiques et coloniales avaient été organisées en vue d'une exploitation interne intensive pour l'accumulation extérieure. Cela entraînait dans tous les cas, l'exclusion du producteur (africain) soit comme agriculteur ou comme salarié de la vie politique. Cela voulait également dire un processus de stratification sociale parallèle au modèle d'accumulation. Ainsi l'agriculture paysanne greffée à quelques relations de propriété féodale des terres a émergé en Ouganda, tandis qu'une paysannerie légalement et politiquement séparée de la terre pour fournir du travail à l'agriculture des planteurs blancs est apparue en Côte d'Ivoire. La politique anti coloniale essayait également de corriger les torts causés par ces modèles d'exploitation. Evidemment, comme elle n'existait pas sous des formes pures, ce sont les aspects dominants de l'économie coloniale qui ont donné forme aux mouvements politiques anti coloniaux et expliqué pour l'essentiel le caractère des associations nationalistes.

Avec l'indépendance, ces économies politiques n'ont pas changé leurs structures pour l'essentiel. Dans les économies de plantation, il y avait une diversification dans le nombre de cultures d'exportation produites ainsi qu'une ouverture de l'horizon des agriculteurs en matière de produits de base. Ainsi, alors que l'économie coloniale avait restreint, sinon totalement bloqué, l'émergence d'une classe moyenne d'agriculteurs en Côte d'Ivoire, cette dernière a prospéré après l'indépendance comme récompense pour avoir pris part aux coalitions de lutte pour l'indépendance. Son émergence voulait également dire la subordination continue du travailleur immigré à leurs propres lois et l'exploitation extensive de cette main-d'oeuvre grâce au système foncier mis en vigueur par l'Etat aussi bien que par la tradition. Pour perpétuer ce type de relation, la classe moyenne des agriculteurs a jugé nécessaire de subordonner ses propres droits politiques à l'Etat par le biais du contrôle du parti unique étatique monolithique. Partout en Afrique, ce modèle se répétait : des formes d'exploitation inter classes agricoles ont servi de base sociale au contrôle de l'Etat et la reproduction de systèmes politiques non participants qui néanmoins reçoivent un appui des couches sociales avec lesquelles la bureaucratie étatique semble nouer une alliance de contrôle sévère.

La bureaucratie étatique à son tour, s'engage dans les projets nationalistes de modernisation pour lesquels les excédents sont utilisés sans trop rendre compte au public. Ainsi, presque sans exception, mais à divers degrés de succès et d'échec, les gouvernements africains ont lancé des projets d'industrialisation justifiés comme nécessaires pour mettre en place des économies autonomes immédiatement après l'indépendance. Dans l'ensemble, ces industries ont rencontré un succès très limité. Confrontées aux problèmes de la cherté des intrants importés, des marchés étroits - d'où le manque d'économie d'échelle - de la faible utilisation de la capacité et aux tendances à "l'isolement", ces industries de substitution sont très éloignées des économies agricoles et par conséquent le fardeau économique qu'elles imposent à la société n'est pas intégré à la connaissance politique des classes populaires. L'Etat continue à rechercher la "solution" à l'impasse industrielle presque exclusivement comme une question technique ou de "technicité". Les conditions pour l'accumulation future ne sont pas perçues en termes de revitalisation d'une économie et d'une politique participantes mais en termes de réponse à des formules appropriées considérant les relations structurelles présentes comme elles sont sur les plans interne et extérieur.

Une telle relation est celle donnée par l'économie internationale. Tous les modèles d'économie politique africaine décrits ci-dessus sont et ont toujours été extravertis. Le secteur agricole produit des matières premières largement destinées à l'exportation et non comme intrants pour les industries locales. En outre, à l'exception des biens de consommation légers des articles d'équipement montés pour la consommation de l'élite et des petits secteurs de biens intermédiaires dans quelques rares économies avancées, la plupart des économies africaines importent les produits manufacturés de l'étranger et exportent les matières premières. Couplé aux dépenses militaires, le montant des prêts extérieurs pour financer les besoins locaux sans mettre en place la capacité nationale de rembourser, a non

seulement conduit à un endettement plus élevé et à une sortie des ressources financières nettes, mais également à un détachement plus grand par rapport à l'économie internationale par cessation de paiement. Alors que les peuples sont en dernière analyse ceux qui souffrent des injustices de ce système, il s'avère qu'ils sont les derniers à avoir leur mot à dire dans la recherche d'une voie de sortie étant donné leur démobilisation de l'arène politique.

Comment se pose la question de la participation ?

Maintenant que l'Etat n'est pas à la hauteur, il y a un appel pressant pour que les populations aient davantage leur mot à dire. Le concept de peuple qui avait presque disparu de la science politique et du langage du discours politique international dans le monde occidental, semble effectuer un retour. Considéré auparavant comme l'affaire des radicaux et des régimes révolutionnaires, même les ONG les institutions des Nations Unies et les bailleurs de fonds recherchent maintenant le peuple et semble lui faire confiance. Mais la participation du peuple à la vie politique et à la destinée économique est conçue de différentes manières par ceux qui recherchent le peuple pour assurer leur propre salut.

D'abord les peuples sont préférés à l'Etat comme si les deux de par leur nature même étaient antithétiques. De telles vues utopiques voient les donateurs internationaux s'ouvrir une voie pour eux-mêmes en Afrique et essayer de traiter directement avec le peuple innocent "dans leurs propres environnement et organisation" et sans impliquer l'Etat de quelque manière que ce soit, sauf pour leur faciliter un tel accès au peuple.

La deuxième conception de la participation du peuple relègue l'Etat à un rôle d'acteur bienveillant qui permet au peuple de participer à la planification et à la prise de décisions à la base et dans le cadre d'institutions et de structures mises en place par l'Etat lui-même. Ainsi l'expression développement "rural centré autour du district" cadre avec cette conception. On suppose qu'une fois que les institutions et les structures existent, même s'il n'y a pas de forces sociales organisées de manière autonome dans la société civile pour les utiliser à des fins orientées vers les intérêts du peuple, le peuple va s'en servir à condition que l'Etat soit toujours bienveillant.

La troisième conception de la participation du peuple suppose que l'Etat est malveillant et essaie d'entrer en contact avec ces structures et institutions à la base mis en place par l'Etat mais sous l'égide d'acteurs internationaux tels que la Banque mondiale et les bailleurs de fonds. Les ressources sont fournies au peuple par le biais de ces structures et institutions et l'Etat est tenu en otage pour assurer que le "système marche" et comme condition pour le sortir de ses autres crises financières et de développement. A nouveau, le peuple est ici un simple récipiendaire d'une forme de participation imposée d'en haut; seulement, cette fois, le principal acteur est un étranger.

La quatrième perception de la participation du peuple pose la question comme celle de la démocratisation de l'Etat et de la société civile. Même ici il y a deux principales écoles de pensée qui ont abouti à deux formes principales de pratique politique en Afrique.

La première école de pensée est celle qui préfère une démocratisation limitée. Cela implique principalement la restructuration du processus politique comme moyen d'institutionnaliser les formes bourgeoises de participation politique démocratique. Ainsi, la participation populaire est perçue principalement en termes de partis politiques compétitifs. Lorsque les partis uniques étatiques ont été prédominants, on a avancé l'idée du multi-partisme.

Donc, les partis politiques alternatifs, quelles que soient leurs bases sociales, sont censés offrir ce type de compétition qui pourra conduire à un gouvernement plus responsable, à une plus grande responsabilisation des services publics et par conséquent à de plus grandes chances de voir l'Etat être plus sensible aux besoins des populations. Très peu de critiques ont été faites sur la société civile elle-même et ses propres faiblesses à obtenir des partis politiques dans un tel système bourgeois de compétition, qu'ils puissent servir

les objectifs pour lesquels ils ont été mis en place. Là où on s'adonne à des critiques, elles sont résolues par des mesures légales absurdes sur les conflits au sein de la société civile avant que ces conflits ne s'expriment en tant que tels dans la politique elle-même. Ainsi, la perception de l'avenir politique d'un pays africain s'encombre d'une dépendance servile envers des modèles étrangers de politiques bourgeoises qui n'ont rien à voir avec le contexte africain.

La seconde conception est celle d'une démocratisation totale de l'Etat et de la société civile. Ici, le point de départ est une critique de la société civile elle-même, et la manière dont, par sa structure et ses pratiques sociales, elle génère et soutient le type de formes étatiques qui ont émergé en Afrique. Ainsi, pour faire quelque chose pour contrer ces politiques du fait du prince, et de l'autoritarisme, en vue du développement à la base, il est nécessaire de s'occuper des relations de production à partir de l'intérieur. Les producteurs doivent être libres de toutes les formes d'extraction forcée des ressources – que ce soit par l'Etat ou par les classes inférieures – afin de disposer de l'espace social pour participer librement à la politique de leurs sociétés. La formation de l'Etat sera alors une conséquence de la compétition dans la société civile et non un ordre reçu à l'avance du pouvoir politique, de manière à réaménager les relations économiques à partir de l'Etat lui-même.

Il est toutefois difficile de voir comment la démocratisation totale de l'Etat et de la société en Afrique pourra se faire sans quelques changements importants dans la politique africaine d'aujourd'hui. C'est peut-être la raison pour laquelle la question de la participation populaire pour un développement auto-soutenu se pose en termes si généraux et techniques de nos jours. Alors que sans aucun doute il y a des mesures intermédiaires à adopter en vue de la démocratisation totale de la société, même de telles mesures ne peuvent être effectivement prises que si on accorde un pouvoir plus étendu au peuple et tel n'est pas le cas actuellement en Afrique. Par exemple, le secteur privé entre les mains des locaux ne peut pas être renforcé à moins que l'esprit d'entreprise ne reçoive l'appui de l'Etat sans toutefois être nécessairement dépendant du patronage de cet Etat. Inversement, l'Etat doit accepter de rendre compte à la société civile comme partie de sa reconnaissance publique quotidienne ou s'engager à assurer sa légitimité et ne pas se voir comme le dispensateur de privilèges et d'opportunités rares aux clients méritants de la société civile.

En dernière analyse, ce que nous envisageons est un Etat activiste, mais populaire et national et cela serait le seul système politique viable en Afrique aujourd'hui qui puisse garantir la participation populaire et l'auto-suffisance en mettant le peuple d'abord dans le processus de développement.

Etat populaire national et démocratique

L'argument que nous avançons plus haut nous mène à la conclusion que la politique telle qu'organisée en Afrique aujourd'hui entrave davantage le développement. Toute rationalisation des Etats autoritaires ou fait qu'ils assurent le développement est rapidement discréditée par les faits : il y a beaucoup de régimes autoritaires en Afrique, mais ils ne parviennent pas à mettre en place des modèles d'accumulation pour justifier leur existence.

En outre, le manque de développement est dans une large mesure dû aux moyens d'utilisation du pouvoir par l'Etat. Une manière populiste de discréditer l'Etat est de souligner le problème de la corruption; ce point de vue est toutefois très subjectif. La question la plus fondamentale est le manque de système efficace pour faire rendre des comptes à la société civile par l'Etat. Ainsi, bien que l'Etat gère une économie de marché, il n'est pas lié par les lois de la reproduction de la société de marché. Donc l'Etat a accès aux excédents générés par les relations de marché mais n'est pas lui-même obligé d'assurer que de tels excédents réapprovisionnent la société mercantile. En outre, cela mène les gens à essayer de générer des excédents en dehors des relations de marché, d'où l'étranglement du développement sain de la société à économie de marché elle-même. Ce qu'on devra à

faire par conséquent, c'est transformer l'Etat, créer une nouvelle forme d'Etat qui sera plus sensible aux besoins de développement d'une société de marché dans laquelle les individus sont dans tous les cas des participants actifs mais exploités. Dans le cadre du contexte actuel du développement en Afrique, un tel Etat devra être national populaire et démocratique. Le caractère national, se réfère au fait que les peuples sont déjà dans le processus de création des nations. Ces nations, bien que liées par ce qui était considéré auparavant comme des frontières artificielles, représentent néanmoins une réalité historique. Mais leur passage à une nation à part entière est bloqué par l'accent mis sur le caractère artificiel du territoire plutôt que sur leur capacité de permettre l'évolution vers des communautés nationales ayant la même culture, la même mentalité et développant des relations commerciales. Ainsi les gouvernements africains vont accorder une importance excessive à l'idée de laisser le peuple s'attacher au territoire nation-Etat, même lorsque le fait d'appartenir à un Etat souverain particulier ne lui garantit ni ses droits de citoyens, ni même un avenir sûr. Il n'est pas étonnant dans ce cas de voir le peuple voter souvent avec ses pieds en prenant le chemin de l'exil ou en se réfugiant dans les pays voisins. L'Afrique a vraiment plus qu'il ne lui en faut de réfugiés dans le monde actuel.

Le caractère national de l'Etat populaire national et démocratique assurera aux peuples leurs droits en tant que peuples et citoyens. Dans ces deux cas, ce n'est pas l'Etat qui est mis en avant par rapport à l'existence des peuples mais plutôt les peuples qui constituent l'Etat en tant que citoyens. Ainsi, les citoyens s'engagent à créer l'Etat et cet acte d'engagement est garanti par l'Etat comme l'unique source vitale de sa légitimité. En tant que tels, les peuples doivent presque sur une base quotidienne participer à la vie politique afin de s'assurer que l'Etat rend compte au peuple (c'est-à-dire qu'il accomplit les choses pour lesquelles il a été mandaté).

Un tel Etat populaire et national doit par conséquent presque de façon logique être démocratique. La démocratie entraîne :

- Que le peuple en tant que communauté politique s'auto-gouverne;
- Que les institutions mises en place aux fins d'exercer le pouvoir politique et l'autorité publique soit orientées vers le peuple et soumises au contrôle de ce peuple;
- Qu'au sein du peuple, bien qu'il y ait sans aucun doute des différences sociales et d'intérêts, et que de telles différences puissent conduire à des conflits sur la manière dont l'autorité et les surplus sociaux sont utilisés, de tels conflits soient réglés dans le cadre d'un débat d'idées libre et ouvert;
- Que la controverse publique sur la politique générale ne veuille pas dire par conséquent déloyauté à l'égard du peuple ou de la nation, mais équivaldrait à "l'arbre à palabres" des villages africains;
- Qu'enfin, la communauté nationale se forme en même temps que le peuple développe l'économie nationale et non pas comme une conséquence de quelque processus d'organisation sociale qui sur le plan idéologique ou par le biais de quelque phénomène démagogique, oblige le peuple à s'identifier à l'Etat, aux partis de l'Etat ou au guide suprême. Il n'y a pas de doute que lorsque les peuples sont impliqués dans la production de leur propres moyens de subsistance, ils vont participer sur une base autonome au développement de l'économie nationale. La question à se poser par conséquent est la suivante : comment la notion d'un Etat populaire, national et démocratique est-elle liée à l'arriération des économies africaines dans lesquelles la pauvreté réduit les individus à un niveau de sous-êtres humains ?

On a avancé l'argument selon lequel la démocratie n'est pas possible dans des conditions d'économie arriérée et de néocolonialisme. Cela pourrait aboutir à une notion

pessimiste à savoir qu'aussi longtemps que l'Afrique est arriérée sur le plan économique elle sera condamnée à avoir des gouvernements despotiques et autoritaires. Mais nous ne devrions pas de façon dogmatique exclure la capacité des gouvernements d'utiliser les ressources locales pour résoudre les problèmes de pauvreté. De telles ressources ne sont pas actuellement utilisées pour résoudre les problèmes de pauvreté précisément à cause des priorités fixées par les gouvernements. De telles priorités ne sont pas à l'abri de l'influence humaine; elles essaient de se pencher sur la résolution d'intérêts très concrets, intérêts qui - nationaux ou étrangers - ont plus d'influence sur le pouvoir de l'Etat que les pauvres. Par conséquent il doit y avoir une force sociale nationale qui devra s'allier avec ceux que la pauvreté a réduits à un niveau de sous-êtres humains afin qu'ils aient quelques pouvoirs politiques avant de prendre en main leur propre vie économique. La démocratie a quelque chose à avoir ce processus d'habiliter le peuple à décider de sa propre vie.

En dernière, analyse la question est plus politique qu'économique. Lorsque nous parlons d'habiliter le peuple afin qu'il puisse relever le défi de l'autosuffisance en Afrique, nous parlons essentiellement de restructurer l'Etat en Afrique : le démocratiser, le transformer, et en faire un Etat populaire national et démocratique. C'est un processus qui ne peut pas facilement émaner de ceux qui sont déjà privilégiés par le pouvoir politique. Il devrait y avoir des forces populaires dans la société qui exerceront des pressions à cette fin qui l'exigeront et qui l'obligeront à se matérialiser.

L'Afrique est par conséquent confrontée à ce dilemme. D'une part des conférences comme celle-ci sont organisées pour trouver comment donner le pouvoir au peuple. D'autre part, quelques gouvernements sont occupés à priver le peuple de son droit de représentation parce qu'avec une participation populaire plus grande en matière de politique de tels gouvernements n'existeraient plus. Il serait donc futile de faire des recommandations à ces gouvernements pour ce qui concerne "mettre le peuple d'abord". Pour eux, mettre le peuple d'abord peut être seulement bon dans la rhétorique mais non dans la réalité. Qui plus est, les peuples peuvent être mis en avant seulement de façon parcimonieuse et paternaliste et non dans le cadre de politiques démocratiques ouvertes. Nous devons être conscients des limites de nos recommandations par conséquent, sans aucun doute, nous ne sommes pas en train de parler en faveur de programmes maximalistes, et du type de pensée selon lequel c'est tout ou rien. Notre objectif a été d'exprimer divers points de vue, d'analyser la situation en vue d'un débat ultérieur et de suggérer les paramètres de divers modèles de participation populaire à la fois dans la vie économique et dans la vie politique.

Comme ce qui se passe en Europe de l'Est actuellement peut le montrer, la bureaucratie peut bloquer l'économie pendant longtemps. Si l'Etat est organisé pour sauvegarder les privilèges de classe d'une élite, cette élite peut bloquer - par la loi ou selon la volonté armée de l'Etat - les changements qui pourraient aboutir au progrès social, mais des changements qui de par leur nature même vont démanteler les privilèges de l'élite. Ces changements entraînent une ouverture de l'espace politique démocratiquement aux grandes masses du peuple.

Le fait que l'Afrique soit économiquement arriérée ne veut pas dire que de tels changements ne peuvent se produire en Afrique. Si c'était le cas, les leaders nationalistes n'auraient pas défendu l'idée des partis politiques basés sur la masse comme moyen par lequel obtenir l'indépendance. La Namibie vient de faire un premier pas important vers l'indépendance : la participation du peuple commence seulement par les élections. Pour que cette participation soit significative au cours de la période post-indépendance, elle doit se poursuivre dans tous les aspects de la vie : dans la production, la culture, la justice et la politique.